

Madame Souad Zitouni Députée de la 1<sup>ère</sup> circonscription de Vaucluse  
Monsieur Jean-Claude Bouchet Député de la 2<sup>nd</sup>e circonscription de Vaucluse  
Madame Brune Poirson Députée de la 3<sup>ème</sup> circonscription de Vaucluse  
Madame Marie-France Lorho Députée de la 4<sup>ème</sup> circonscription de Vaucluse  
Monsieur Julien Aubert Député de la 5<sup>ème</sup> circonscription de Vaucluse

Le collectif CPLC Avignon organise une marche le samedi 28 mars 2021 pour participer au mouvement national de soutien aux 149 propositions de la Convention Citoyenne « pour réduire de 40% les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030 dans un esprit de justice sociale ».

Le collectif CPLC estime que la loi « Climat et Résilience » est insuffisante pour faire face à l'état d'urgence climatique dénoncé depuis de nombreuses années. Le Haut Conseil pour le climat et le Conseil d'Etat ont émis des avis critiques à l'encontre de ce projet de texte de loi.

Les citoyen.ne.s souhaitent que l'Assemblée Nationale chargée d'examiner ce projet de loi en séance publique le 29 mars réintègre la totalité des propositions de la convention citoyenne.

C'est pourquoi, nous vous demandons, Madame la Députée/ Monsieur le Député, vous qui avez été élue/ élu pour faire entendre les voix des citoyen.ne.s de votre circonscription, de prendre en considération notre demande de faire du projet de loi « Climat et Résilience » un véritable outil de lutte contre le dérèglement climatique dans un esprit de justice sociale.

Nous citoyens et citoyennes ne pouvons plus tolérer que ceux et celles qui nous gouvernent nous mettent en danger en adoptant des demi mesures.

Nous citoyens et citoyennes sommes pleinement convaincu.e.s qu'il faut prendre des mesures politiques dont l'ambition soit enfin à la hauteur des enjeux du dérèglement climatique. Le 3 février 2021, l'Etat a été condamné pour « carence fautive » suite à la plainte de l'Affaire du siècle pour inaction face au changement climatique. Il n'est plus temps de reculer, de transiger. L'Etat ne peut continuer à mettre en danger la population et compromettre son avenir.

Nous comptons sur vous pour porter notre exigence face au gouvernement.